

Subsides

Mais le ministre d'État (Finances) ne nous a pas dit qu'avec des projections de cinq ans... parce que ce sont des projections en partie pour deux, trois ou cinq ans, le ministre d'État (Finances) l'oublie, et nous nous souvenons des deux ou trois derniers ministres des Finances, y compris l'honorable ministre que je vois devant moi, et ce n'est pas la première fois qu'on nous fait des projections qui s'avèrent fausses, mais d'une fausseté scandaleuse qui frise non pas l'hypocrisie, mais le mensonge. Bien sûr, je ne vous accuse pas de nous avoir menti délibérément. Ils ne le savaient pas, et que Dieu leur pardonne. Mais il s'agit de projections d'une fausseté évidente! Et l'on nous ramène toujours que l'on a créé des milliers d'emplois, des centaines d'emplois à gauche, des centaines d'emplois à droite. Mais moi, je dis qu'en 1968, et je pense que nous avons été élus ici en même temps, il y avait 300,000 chômeurs, et nous en comptons maintenant un million. On sait que dans les six derniers mois on a perdu 235,000 emplois dans le domaine manufacturier, et qu'on va en perdre 100,000 selon les prévisions d'une association vraiment sérieuse. Je demande au gouvernement de poser un geste concret, de présenter un plan d'urgence. Là, on arrivera en nous disant: Eh bien écoutez, voulez-vous qu'on diminue le déficit, qu'on combatte l'inflation. Combattre l'inflation! J'entends cela depuis 10 ans. Il faut créer du chômage pour combattre l'inflation. Il faut créer de l'inflation pour diminuer le chômage. On a les deux de toute façon.

M. Guilbault: Vous relirez votre phrase dans le compte rendu demain!

M. La Salle: On a les deux je pense. Non? Je pense bien qu'on a les deux. Et cela c'est le résultat de ces prévisions aussi intelligentes que celles qu'aurait dû faire le député de Saint-Jacques (M. Guilbault) mais, à ma connaissance, il n'en a pas fait depuis longtemps. Aujourd'hui il y a le ministre des Finances. Je pense qu'on fait face à une situation difficile, catastrophique. Il y a 100,000 emplois que l'on va perdre, et le gouvernement ne nous donne rien. Rien dans le budget, monsieur le président, nous assure que l'on va, à court terme, réorienter et redonner du corps à notre économie. Au contraire, le ministre des Finances, à Toronto, l'a confirmé hier. Ces propositions auront comme conséquences un chômage accru pour combattre l'inflation qu'on n'a jamais réussi à combattre depuis dix ans. Est-ce qu'au Québec on peut se permettre la perte de 100,000 emplois actuellement? Est-ce qu'il n'y a pas lieu de réévaluer nos priorités et de faire des choix politiques en fonction de nos responsabilités morales et politiques? Sur le plan humain, monsieur le président, ce gouvernement est un gouvernement sans cœur. Il est disposé à laisser souffrir ceux qui souffrent déjà et à y ajouter des milliers de personnes. C'est incroyable et inacceptable, monsieur le président. Toutes les catégories sont frappées: les agriculteurs ne sont pas contents, les hommes d'affaires ne sont pas heureux, les ouvriers sont pénalisés, la jeunesse est inquiète et avec raison. Et ces gens-là nous demandent de leur faire confiance. Le ministre des Finances comme le ministre d'État (Finances) tentent de nous faire croire qu'ils ont une

solution dans ce budget. C'est archifaux, monsieur le président. On nous dit qu'on fait des déclarations fausses. C'est dommage, mais j'aimerais que le gouvernement fasse la preuve du contraire actuellement.

En face de moi, monsieur le président, je vois des députés qui viennent d'une province qui connaît ces problèmes. En face de moi, je vois des députés du Québec qui savent parfaitement bien que le budget ne répond pas aux attentes des Québécois. En face de moi, je vois 74 députés qui, comme d'habitude, n'auront pas le courage de répondre aux responsabilités fondamentales et à leur devoir de députés. Et ce n'est pas la première fois. Je suis peut-être chanceux d'être le seul ici, mais le Québec n'est pas chanceux d'en avoir 74 de l'autre côté. C'est cela le drame du Québec, c'est d'avoir six douzaines de députés qui ne répondent pas à leur engagement et à leur promesse.

Avant de finir mon discours, je ne voudrais pas oublier de rappeler qu'il y a deux ans ces gens-là appuyaient leur beau premier ministre dans un petit message commercial qui disait: Avec une augmentation de 18c. du prix de l'essence, le cultivateur ne pourra pas faire son premier sillon. Dans un deuxième message commercial pour toucher une autre catégorie de gens, le premier ministre (M. Trudeau) a répété 100 fois dans cette campagne: Avec la taxe de 18c. sur l'essence, le pêcheur ne pourra pas se rendre là où est le poisson. Où est le poisson aujourd'hui? Où sont rendus le pêcheur et l'agriculteur? Ces gens du Québec et d'autres circonscriptions des autres provinces, où sont vos agriculteurs? Avec au moins cette honnêteté que nous avions de définir exactement ce que cela allait coûter, parce que le gouvernement précédent n'avait pas eu le courage d'appliquer ces augmentations par les besoins et par les objectifs que nous nous étions tracés, soit l'autosuffisance pour 1990. Vous avez failli là-dedans. Monsieur le président, j'aurais beaucoup d'autres choses à dire. Si on avait respecté l'entente de principe que nous avions déjà conclue avec l'Alberta, le Canada ne serait pas dans la situation où il est maintenant. Je termine, monsieur le président. Ce budget est une catastrophe. Ce gouvernement nous a conduit dans l'abîme. Nous sommes dans un marasme économique que le Canada n'a jamais connu auparavant avec l'appui des députés libéraux québécois. J'inviterais ces six douzaines de députés, au moins une douzaine, à saisir l'importance de leurs responsabilités et de faire en sorte que ce ministre ne continue pas à faire autant de mal aux Canadiens et aux Québécois.

● (2100)

[Traduction]

M. Nelson A. Riis (Kamloops-Shuswap): Monsieur l'Orateur, je suis très heureux d'intervenir en faveur de la motion à l'étude ce soir. Celle-ci se rapporte au budget du 12 novembre et aux modifications qui ont été apportées le 18 décembre et elle préconise son retrait et son remplacement par un autre. Nous, députés du Nouveau parti démocratique appuyons certainement cette motion et aimerions bien qu'on présente un budget qui permette effectivement de faire face aux défis économiques devant lesquels notre pays se trouve au lieu de ce budget sans poigne que nous avons actuellement.